

2 Politique

Au lendemain du report des élections législatives en avril 2018

" Une décision réaliste " selon Guy-Christian Mavioga

Propos recueillis par SM
Libreville/Gabon

Au lendemain de la décision de la Cour constitutionnelle de reporter les prochaines Législatives, plusieurs acteurs politiques n'ont pas manqué de réagir devant ce second report. Nous publions, à ce propos, de larges extraits de la déclaration du président du Bloc démocratique chrétien (BDP), Guy-Christian Mavioga, par ailleurs Porte-parole de la Majorité républicaine et sociale pour l'émergence.

"LE report des élections législatives s'imposait déjà vu que les instances appelées à organiser ces élections sont inexistantes. Non sans

compter que les acteurs politiques se sont réunis récemment pour acter des grandes réformes. Dans celles-ci, l'une des premières choses qu'on peut citer, c'est que la Cour constitutionnelle ne désigne plus le président de la structure qui est appelée à organiser les élections. Deuxièmement, cette structure ne s'appelle plus Cénap, mais plutôt Centre gabonais des élections (CGE) et elle n'est pas encore mise en place. Troisièmement, il y a le découpage électoral qui a été acté par le Dialogue politique, cependant rien n'est encore fait. De plus, il y a la Constitution elle-même qui doit également être revue. J'ai écouté certains acteurs politiques dire qu'on pouvait acter toutes ces réformes



Photo : SM

Le président du BDP, Guy Christian Mavioga, porte-parole de la Majorité républicaine pour l'émergence.

par une seule ordonnance. Oui ! Cela serait faisable si le gouvernement issu du

Dialogue était déjà mis en place. Celui-ci aurait eu, à mon avis, l'autorité néces-

saire d'agir par ordonnance, dans la mesure où il s'agit d'un gouvernement consensuel. Autrement dit, l'actuelle équipe gouvernementale n'a pas la capacité, la force nécessaire de prendre un certain nombre d'actes par voie d'ordonnance. Aujourd'hui, je salue cette décision de la Cour, que je juge réaliste, d'avoir repoussé cette élection jusqu'en avril 2018. même si, du côté du Bloc démocratique chrétien (BDP) dont je suis le président, on estime que dix-huit mois auraient été utiles pour ramener la quiétude, afin qu'il n'y ait plus jamais d'élection contestée au Gabon. Ce temps aurait été nécessaire pour revoir la liste électorale et un certain nombre d'autres paramètres.

Dans tous les cas, je pense que l'on va devoir courir contre la montre. Du moment où, c'est la mise en œuvre des accords d'Angondjé qui avisera si ce sera possible en avril ou pas, pour ce qui est de l'organisation effective de ces Législatives à venir. Aujourd'hui, il faut avoir le courage de dire qu'actuellement le consensus politique du Dialogue d'Angondjé est au-dessus de tout. Parce que, s'il n'y a pas de quiétude et de paix, aucune institution ne peut exister. Alors il est question de dire qu'il y a un compromis opposition/majorité et que celui-ci doit nous emmener vers l'apaisement tant souhaité par toutes les parties. C'est ce consensus qui compte aujourd'hui."

David Mbadinga contre le report des Législatives

AEE
Libreville/Gabon

MALGRE son exclusion lors d'une assemblée générale (lire ci-dessous), David Mbadinga, qui se considère toujours comme le président de l'Union des patriotes gabonais loyalistes (UPGL), a tenu une conférence de presse mardi dernier au quartier Akébé-Ville. Deux sujets étaient à l'ordre du jour : le report des élections législatives en 2018 par la Cour constitutionnelle et la crise au sein de son parti. Au sujet du report des Législatives, M. Mbadinga a rejeté cette décision. Pour lui, il ne voit pas d'où vient le cas de force majeure évoqué par la haute juridiction. Il a rappelé "qu'évoquer le cas de force majeure signifie qu'on est



Photo : AEE

David Mbadinga, le président de l'UPGL loyaliste.

face à un événement imprévisible, extérieur, irrésistible et incontournable. Or, pour que l'événement soit irrésistible, il faut que celui qui s'en prévaut ait fait tout ce qui est en son pouvoir pour éviter la survenance d'un dommage. Mais lier le cas de force majeure à la non application ou à la non mise en

œuvre des décisions du Dialogue, paraît assez surprenant dès lors que ledit Dialogue a concerné deux camps : la majorité et l'opposition. Et les décisions auxquelles les deux camps ont abouti, relèvent d'un consensus. Aucune de ces décisions pour l'instant n'a force de loi." Et de s'interroger : "Com-



Photo : AEE

Vue de quelques militants ayant pris part à la conférence de presse.

ment la Cour constitutionnelle peut-elle évoquer un cas de force majeure sur des décisions qui relèvent d'un consensus entre les compatriotes ?". Concernant la crise au sein de son parti, l'ancien co-coordonnateur de la campagne de Jean Ping, qui s'est désormais désolidarisé de la Coalition pour

la nouvelle République, explique que l'UPGL subit des manœuvres d'hommes politiques tapis dans l'ombre, anciens barons du parti démocratique gabonais (PDG), qui ramènent dans l'opposition les vieilles pratiques consistant à détruire les partis politiques de l'opposition par l'achat de mi-

litants. "Et ce sont ces mêmes personnes qui veulent être des donneurs de leçons", a-t-il fustigé. Pour ce compatriote, qui dit être opposant depuis 1990, il est inadmissible que ces "anciens Pdégistes que nous avons accueillis dans l'opposition, soient devenus subitement amnésiques de leur passé..."

**Opposition/UPG-L
La crise perdure**

C.O
Libreville/Gabon

PORTÉ récemment à la présidence de l'Union des patriotes gabonais loyalistes (UPG-L), à la suite d'une assemblée générale souveraine, Paul-Adrien Ivanga-Adyayeno, dont l'autorité est contestée par David Mbadinga et les siens, a animé une conférence de presse, hier, au siège de l'UPG-L, sis au quartier Les Charbonnages, dans le premier arrondissement de la commune de Libreville. En présence de ses partisans, il a passé au vitriol les

cinq années de la présidence de son prédécesseur, David Mbadinga, démis de ses fonctions récemment par les militants. "Plutôt que de s'investir dans l'implantation du parti, M. Mbadinga employa des trésors d'imagination à consolider une position de chef autoritaire marquée par un culte de la personnalité teinté de relents paternalistes", a-t-il clamé. Plus grave, selon lui, depuis la dernière campagne présidentielle, M. Mbadinga s'est considérablement rapproché de René Ndemezo'Obiang, président de Démocratie nouvelle (DN), au point qu'il ne serait plus insensible à "un rapprochement



Photo : Chris OYAME

stratégique avec le pouvoir, en vue d'une cogestion". Tout ceci doublé du fait que, a-t-il poursuivi, David Mbadinga s'est détourné des engagements politiques conclus dans le cadre de la Coalition pour la nouvelle République (CPNR), tout en "ayant une lecture en diagonale des statuts et règlement de l'UPG-L". Il s'agit là d'autant de manquements qui, a-t-il précisé, ont eu pour conséquence de faire som-

brer leur parti dans une crise profonde entraînant une démobilisation des troupes. Il a ajouté que compte tenu du fait que le directoire qu'il préside dispose d'une légitimité découlant de l'AG, David Mbadinga ne peut plus agir pour le compte de l'UPG-L. "Tous ces agissements ne sont qu'une tentative désespérée d'entrisme", a-t-il clamé, tout en réaffirmant l'attachement de l'UPG-L à la CPNR. Autant dire que la crise perdure à l'UPG-L. Puisque la veille de cette sortie de Ivanga-Adyayeno, David Mbadinga a, lui aussi, animé une conférence de presse (lire ci-dessus).

Le président de l'UPG-L, Paul-Adrien Ivanga-Adyayeno, lors de son intervention.